

**Une lesbienne du Michigan qui
a défendu la cause musulmane
: « Nous vous avons
accueillis... Vous nous
poignardez dans le dos ! »**

écrit par Jules Ferry | 14 juillet 2025



Hamtramck, dans le Michigan, autrefois symbole de « réussite multiculturelle » : son conseil municipal à majorité musulmane a interdit le drapeau de la Fierté. L'ancienne conseillère municipale

Catrina Stackpoole se sent trahie après des années de soutien à la communauté musulmane...

►Une lesbienne du Michigan qui a défendu la cause musulmane : « Nous vous avons accueillis... Vous nous poignardez dans le dos ! »

En 2025, des islamo-gauchistes découvrent ce que fait de mieux l'islam : « poignarder dans le dos » :



Il est bien temps : c'est la spécialité de l'islam depuis 1400 ans !

[Times of India](#)

A Hamtramck, une ville tranquille du Michigan. Catrina Stackpoole, une ancienne conseillère municipale lesbienne qui a défendu la cause des immigrés musulmans en les aidant à trouver de la nourriture, des vêtements et un logement, se sent aujourd'hui profondément trahie.

Le conseil municipal de la ville, à majorité musulmane, a récemment interdit le drapeau de la Fierté et refusé de se tenir aux côtés des groupes LGBTQ+ lors des

célébrations publiques.



Les paroles de Mme Stackpoole, émouvantes et crues, sont devenues virales sur X (anciennement Twitter), suscitant un débat national. *« Nous vous avons accueillis », a-t-elle déclaré au conseil municipal lors d'une réunion publique. « Nous avons créé des associations pour vous aider à vous nourrir, à vous vêtir et à vous loger. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour faciliter votre transition ici, et c'est ainsi que vous nous remerciez ? En nous poignardant dans le dos ? »*

Pour beaucoup, ses remarques traduisent **la rupture amère d'une alliance autrefois progressiste, qui se brise aujourd'hui sous le poids des tensions culturelles.**

L'interdiction du drapeau de la fierté suscite l'indignation dans une ville autrefois considérée comme un modèle de diversité.



►Les talibans imposent le code vestimentaire des femmes à l'aide d'aiguillons électriques pour bétail...



Les forces talibanes administrent des décharges électriques aux femmes qui enfreignent l'obligation du port du hijab si strict qui les oblige même à se couvrir le visage en public, selon [Rukhshana Media](#).

Des victimes et des témoins décrivent **des femmes ayant perdu connaissance à cause de décharges électriques** alors qu'elles résistaient aux tentatives de la tristement célèbre police des mœurs afghane de les arrêter à cause de leur tenue vestimentaire. D'autres rapportent que ces appareils sont largement utilisés dans les prisons pour femmes.

Nafisa*, 20 ans, faisait des emplettes pour des écharpes d'hiver avec sa sœur à Kaboul en octobre dernier lorsqu'elles ont été confrontées à quatre agents de la police des mœurs talibans en uniforme. L'un d'eux lui a demandé pourquoi elle n'était pas habillée comme sa sœur, vêtue de noir de la tête aux pieds et portant un masque, puis lui a ordonné de monter dans son véhicule.

Terrifiée, elle a serré fermement la main de sa sœur et a tenté de tenir bon tandis qu'une policière l'entraînait.

« Comme j'ai résisté, ils m'ont administré des décharges électriques. Après ça, je ne me souviens de rien », se souvient Nafisa, qui a passé la nuit dans une cellule de police froide et sombre avec huit autres femmes et trois filles.

Moins d'un an après leur retour au pouvoir en 2021, **les talibans ont introduit de nouvelles règles strictes obligeant les femmes à se couvrir entièrement en portant une burqa ou un hijab complet avec un masque facial, et à ne pas sortir du tout, sauf en cas d'absolue nécessité.**

Une source qui a parlé à *Rukhshana* sous couvert d'anonymat se souvient avoir entendu les cris d'une femme à un poste de contrôle taliban dans un quartier central de Kaboul. Il s'est précipité vers la foule rassemblée et a vu une femme aux prises avec la police des mœurs, qui tentait de la faire monter dans un véhicule. Plusieurs hommes dans la foule ont tenté d'intervenir pour libérer la femme, mais on leur a demandé de ne pas interférer avec le travail du *ministère de la Propagation de la vertu et de la Prévention du vice*, qui contrôle les efforts des talibans pour imposer la loi islamique en Afghanistan, a déclaré la source. Puis, **l'un des policiers a sorti un appareil de sa poche et l'a placé sur le cou de la femme, lui infligeant de multiples décharges électriques jusqu'à ce qu'elle perde connaissance et tombe au sol.** Quatre policiers l'ont saisie par les bras et les jambes et ont traîné son corps inerte dans le véhicule, a-t-il raconté.

Un autre témoin oculaire a décrit un incident près d'un

centre commercial de Kaboul où **des officiers talibans ont utilisé des décharges électriques pour arrêter une jeune femme qui refusait de monter dans leur véhicule.**

« Elle résistait beaucoup, disant : « Je n’y vais pas » », a raconté le témoin. « Finalement, ils lui ont administré des décharges électriques. La pauvre femme s’est effondrée au sol et ils l’ont violemment poussée dans le véhicule. La police des mœurs est terrifiante. »

[Rukhshana Media](#) documente des cas de femmes soumises à des décharges électriques en prison. En 2022, Zarifa Yaqubi a passé 41 jours en détention sous la torture des talibans, **qui l’ont forcée à avouer par la force, à l’aide de décharges électriques et de coups de câbles.**

Parwana Ibrahimkhil Najrabi, **une autre ancienne prisonnière** qui a passé au moins un mois en isolement, a déclaré que **le groupe avait utilisé des décharges électriques lors de son arrestation.**

Pour Nafisa, les dommages sont durables. Elle se souvient encore de sa cellule et s’inquiète pour les autres femmes avec qui elle la partageait.

« Je ne sais pas comment continuer », dit-elle. « Je crois que je porte la prison des talibans partout avec moi. Les décharges électriques, la pièce froide et sombre, les multiples accusations et ces femmes dont on ignore le sort. »